

Burundi : le président Ndayishimiye affirme que la justice est aux ordres

RFI, 17/03/2022 Ndayishimiye enfonce le clou. Le chef de l'Etat, qui s'en prend régulièrement à la justice Burundi, qu'il accuse d'être très corrompue et à l'origine de tous les maux du pays, a cette fois reconnu publiquement que celle-ci était aux ordres de l'exécutif. Le président burundais l'a dit dans une vidéo où il s'adresse aux responsables administratifs du pays, dans la province de Muyinga, dans l'est. Une vidéo qui fait le buzz depuis quelques jours sur les réseaux sociaux.

Ndayishimiye, le président du Burundi a expliqué une nouvelle fois sa vision de la justice. Pour lui, personne ne devrait perdre son temps à porter plainte contre l'Etat pour une raison simple : la justice, qu'il critique pourtant régulièrement, est sous ses ordres.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

« Porter plainte contre l'Etat, c'est une erreur. Même les juges ne le savaient pas, c'est moi qui le leur ait approuvé lorsque je leur en parle. L'Etat devient dans ce cas juge et partie. Comment vas-tu porter plainte contre l'Etat ? Mais la justice appartient à l'Etat, c'est une institution de l'Etat. Avant, on confondait l'Etat, et les gens portaient plainte contre lui. Un Etat ne viole jamais la loi. » La polémique bat son plein depuis qu'une vidéo d'Ndayishimiye circule notamment dans les groupes WhatsApp, où les gens peuvent donner libre cours à leurs critiques sans peur de se faire réprimer. Faustin Ndikumana est le président de Parcem (Parole et Actions pour le Réveil des Consciences et l'Evolution des Mentalités), l'une des principales organisations qui milite pour la bonne gouvernance. Il est un des rares Burundais qui continue de s'exprimer publiquement dans le pays. Pour lui, « pas de droit sans justice indépendante » : « Le principe premier et fondamental de séparation des pouvoirs est le pilier de tout régime démocratique. Si on fait la confusion entre l'Etat et la justice, la situation devient difficile. C'est l'autoritarisme. Il devient difficile d'évoquer l'Etat de droit de dans ces conditions. » Le président Ndayishimiye promet depuis qu'il est au pouvoir les investissements étrangers. Un homme d'affaires burundais prévient : « Votre discours ne va pas encourager. »

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});